

LES INTERVENANTS EN SDSR AU BURUNDI ET LEURS RECOMMANDATIONS

Travail de la CdP Nationale sur la SSRAJ pour *la Conférence de Co-Création de Share-net
International, du 25 au 26/01/ 2021*

Par Dr Rénovate IRAMBONA

Janvier 2021



LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABEM	: Association Burundaise des Etudiants en Médecine
ABS	: Alliance Burundaise contre le Sida
ABUBEF	: Association burundaise pour le bien-être de la famille
AFPA	: Association des Femmes Psychologues en Action
ANSS	: Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et malades du sida
APFB	: Association pour la Promotion de la Fille Burundaise
ASB	: Association des Scouts du Burundi
AWIA	: African woman in action
AWOR	: Action for woman Right
CCC	: Conférence de Co-Création
CCIB	: Chambre de Commerce et d'industrie du Burundi
CdP	: Communauté de Pratique Nationale
CEFEAJ	: Centre d'études, de formation et d'encadrement sur l'autonomisation des jeunes
CMAAO	: Centre Médical d'Accueil, Accompagnement et Orientation
COMIBU	: Communauté islamique du Burundi
ENABEL	: Agence Belge de développement
GUSA-Burundi	: Gira Ubuntu for Sustainable Action Burundi
IROSARUDE	: Initiative for the Promotion of Rural health and Development
JLC	: Jars of love community
JSBM	: Jeunesse au service d'un Burundi meilleur
ODJ	: Observatoire pour le Développement de la Jeunesse
OIM	: Organisation Internationales des Migrations
OMS	: Organisation mondiale de la santé
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
PSI	: Populations Services International
PSV	: Psychologues Sans Vacances
REJA	: Réseau des jeunes en action
RNJ+	: Réseau National des Jeunes vivant avec le VIH
RTNB	: Radion-Télévision Nationale du Burundi
SaCoDe	: Santé des Communautés pour le Développement

SDSR	: Santé et les droits sexuels et reproductifs
SDSRAJ	: Santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes
SIDA	: Syndrome d'ImmunoDéficiency Acquis
SNB	: Share-Net Burundi
SNI	: Share-Net International
SSR	: Santé sexuelle et reproductive
UE	: Union européenne
UE	: Union Européenne
UNESCO	: Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	: United Nations of International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en français)
USAID	: The United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
JICA	: Japanese International Cooperation Agency

Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS	2
1. INTRODUCTION	5
1.1. CONTEXTE.....	5
1.2. BUT ET OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE	6
II. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE	6
II. CARTOGRAPHIE DES INTERVENANTS EN SDSR	7
2. 1. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LE NIVEAU D'INTERVENTION	7
2. 2. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LES SECTEURS D'INTERVENTION.....	10
2. 3. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LE TYPE D'INTERVENTION	11
III. RECOMMANDATIONS DES INTERVENANTS EN SDSR AU BURUNDI	14
3. 1. ÉTAT DES CONNAISSANCES SUR LA SDSRAJ ET SOURCE D'INFORMATIONS.....	14
3. 2. DOMAINES QUI ONT BESOIN DE RENFORCEMENT DE CONNAISSANCES	15
3. 3. RECOMMANDATIONS SUR LE PARTAGE DE L'INFORMATION.....	16
3. 4. RECOMMANDATIONS A SNB ET SNI	17
IV. ÉTUDE DE CAS D'UNE ORGANISATION OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SDSR	18
4. 1. PRÉSENTATION DE SACODE	18
4. 2. ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE SDSRAJ	18
4. 3. LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LE DOMAINE DE SDSRAJ.....	19
4. 4. RECOMMANDATIONS DE SACODE POUR AMÉLIORER LA SDSRAJ AU BURUNDI	19
4. 5. LES FORCES, LES FAIBLESSES, LES OPPORTUNITÉS ET LES MENACES DE SACODE	20
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	24
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	25

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Share-Net International organise sa deuxième conférence annuelle de co-création internationale sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), "Engaging in Knowledge Translation Together" (« S'engager ensemble dans la traduction des connaissances en pratiques »). La conférence se tiendra du 25 au 26 janvier 2021. La conférence est organisée par le Share-Net Bangladesh et Red Orange Limited. Cette année, tous les événements de la conférence se dérouleront en ligne, ce qui permettra aux gens du monde entier d'y participer.

Cette conférence sera une conférence de travail au cours de laquelle les participants développeront des produits de connaissance concrets qui seront utilisés pour influencer les politiques et les pratiques au niveau national. Tous les participants, y compris les chercheurs, les praticiens et les décideurs politiques, s'engageront dans des dialogues et participeront au processus de création de ces produits de connaissance.

Ce bilan narratif de la CdP¹ nationale est un élément des résultats attendus du processus, qui vise à présenter l'état des connaissances et des preuves autour du thème "SDSR pour les adolescents et les jeunes". Le thème se focalisera sur les organisations locales et leurs bénéficiaires afin d'améliorer l'accès aux services et aux informations en SDSR pour les adolescents et les jeunes dans leur propre pays. Les sous-thèmes de la conférence sont "une participation durable et significative des jeunes", "atteindre les adolescents et les jeunes les plus vulnérables ou les plus difficiles à atteindre", "l'impact des normes, valeurs et idéologies sociales sur la SDSR des adolescents et des jeunes" et "un plaidoyer basé sur des évidences".

Les adolescents et les jeunes femmes ont besoin de recevoir des informations, des conseils y compris sur toute la gamme des options contraceptives modernes (Engel et al., 2019). Les adolescents et les jeunes femmes ont besoin de recevoir des informations, des conseils y compris sur toute la gamme des options contraceptives modernes. Les défis de la santé sexuelle et reproductive des adolescents sont actuellement reconnus par l'objectif de développement durable numéro 3, qui vise à éradiquer les infections au VIH et à fournir un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à intégrer ces services dans les stratégies nationales.

Selon l'UNICEF, le nombre d'adolescents dans le monde aujourd'hui est de 1,2 milliard, soit 16 % de la population mondiale. Il est important d'intégrer les adolescents et les jeunes dans les programmes SDSR de manière participative afin qu'ils soient en mesure de prendre des décisions et d'agir en conséquence en disposant des bonnes informations. Dans ce même ordre d'idée, l'UNICEF affirme qu'environ 21 % des jeunes femmes dans le monde se sont mariées avant leur 18e anniversaire. Des services et des informations relatives à la SDSR adaptés aux jeunes sont donc des conditions essentielles pour réduire le nombre de grossesses chez les adolescentes et la mortalité maternelle qui y est liée. Il s'agit également de la prévention des comportements sexuels à risque chez les adolescents par des informations correctes sur la SDSR par le biais des médias sociaux et des clubs de jeunes, la prévention des mariages des enfants, la promotion de l'égalité des chances entre homme et femme,

¹ Communauté de Pratique Nationale

la gestion de la santé menstruelle, l'utilisation des médias de masse pour la communication, les services d'assistance.

1.2. BUT ET OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

La conférence vise à traduire les connaissances et les données probantes en produits que les membres du SNI et d'autres participants à la conférence pourront utiliser pour améliorer les politiques et les pratiques autour d'un ou plusieurs thèmes spécifiques de SDR.

Les objectifs spécifiques de la Conférence de Co-Création(CCC) sont les suivants :

- ✓ Présenter l'état des connaissances et des preuves en matière de SDR pour les adolescents et les jeunes ;
- ✓ Identifier les domaines dans lesquels des changements sont nécessaires, et le type de produits et de processus nécessaires pour améliorer les politiques et/ou des programmes ;
- ✓ Développer des produits et des résultats conjointement avec des experts du contenu, des rédacteurs professionnels, des spécialistes des médias et les concepteurs visuels ;
- ✓ Analyser le cadrage des messages et le langage utilisé dans les produits, en vérifiant le potentiel pour atteindre le public cible ;
- ✓ Développer des produits de connaissance concrets pour différents pays et contextes sur la manière d'influencer le changement de l'UE ;
- ✓ Lancer le cycle de petites subventions du SNI qui se concentrera sur la mise en œuvre de ces produits de connaissance ;
- ✓ Offrir la possibilité d'apprendre, d'échanger et de créer des réseaux entre et avec les acteurs internationaux en matière de SDR.

II. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Afin de produire le présent document qui sera présentée à la Conférence de CO-Création, prévue en date du 25 et 26 janvier 2021, une mini-recherche a été effectuée sur les intervenants en matière de SDR au Burundi. Pour cela une combinaison de méthodes a été utilisée.

D'abord, des informations sur les organisations œuvrant dans la SDR ont été recueillies. Les informations provenant de l'ambassade des Pays Bas ont été particulièrement utiles à cette étape. Ensuite, un focus-group (une discussion de groupe) avec les parties prenantes de la SDR, en même temps partenaires de Share-net Burundi a été organisé. Dans cette discussion, plusieurs organisations y ont pris part à savoir : ARFH-Burundi, Diaconia Burundi, Nturengaho, IPROSARUDE, ABS, COMIBU, Ishaka2050 et Gusa-Burundi. Les mêmes thèmes débattus lors du focus-group ont été envoyés à 11 autres organisations pour répondre aux différentes questions par écrit. Enfin, une étude de cas a été réalisée avec SACODE, une organisation partenaire de Share-net et qui a une certaine visibilité avec un actif important dans le domaine de SDR

II. CARTOGRAPHIE DES INTERVENANTS EN SDSR

Beaucoup d'organisations qui travaillent dans la SDSR ont été recensés par analyse documentaire. Il s'agit principalement des informations recueillies auprès de l'ambassade des pays bas au Burundi qui avait déjà fait un mapping de ces organisations. D'autres informations ont été récoltées par le réseau social Whatsapp qui rassemble les partenaires de Sharenet. L'analyse des informations montre plusieurs organisations des jeunes qui oeuvrent dans le domaine de la SDSR sont dirigées par les jeunes. Il s'agit notamment de : RNJ+, ABEM, ASB, GUSA-Burundi, TWUBAKE, PSV, AFPA, REJADH-Burundi, APFB, ARFH-Burundi, CEFEAJ, JLC, JSBM-Nanje Nobaho, AWOR, AWIA, REJA, Ishaka 2050, ODJ, IYFP, CMAAO. Signalons que cette liste n'est pas exhaustive.

Les organisations recensées lors de l'étude, mais qui ne constituent pas une liste exhaustive, ont été classées selon le niveau d'intervention, le secteur d'intervention et le type d'intervention.

2. 1. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LE NIVEAU D'INTERVENTION

1° Au Niveau du Gouvernement : les Ministères techniques

- Le Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA, en particulier le Programme Nationale de la Santé de la reproduction PNSR
- Ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique
- Ministère des Affaires de la communauté est-africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture
- Ministère de la Solidarité nationale, des Affaires sociales, des Droits de la personne humaine et du Genre
- Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique

2° La Commission des affaires sociales du Parlement

3° Les Agences des Nations Unies :

- Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP/UNFPA)
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)
- ONU Femmes : UNWOMEN
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- UNESCO

4° Ambassades et agences de coopération bilatérale

- L'ambassade du royaume des Pays-Bas au Burundi
- L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- La coopération allemande (GIZ-Santé)
- Coopération Belge : ENABEL
- JICA

5° Organisations internationales non gouvernementales (INGOs)

- Care International
- Cordaid
- Rutgers
- Health-Net TPO
- Action-aid
- Christian-aid
- I+ solutions
- Health Action International
- PSI
- AUXFIN
- COCAFEM
- Engenderhealth
- SWAA-Burundi
- Tear Fund
- Health Action International
- Healthy Entrepreneurs
- RNW Media
- Bibilothèque Sans Frontières
- FHI
- Faith in Action
- Chemonics
- World Vision

6° Organisations non gouvernementales locales

- L'Association burundaise pour le bien-être de la famille (ABUBEF)
- Centre SERUKA pour les victimes de la violence sexiste
- SaCoDe
- NTURENGAHO : Une Association de prise en charge médico-psychologique des grossesses non désirées
- SOSODE asbl
- ANSS
- PSV : Psychologue Sans Vacances Association
- IPROSARUDE
- TWUBAKE
- FASTSUP
- ABS : alliance burundaise contre le SIDA
- ARFP : Association for Reproductive and Family planning
- FVS Amade
- CAFOB
- AFRABU
- RBP+ Nturengaho
- APROSAP-Burundi
- IADH
- DUSHIREHAMWE
- African Women in Action
- Croix-Rouge Burundi

7° Associations/organisations/Mouvements et réseaux de jeunes

- ASB : association des Scouts du Burundi

- Association pour la promotion de la fille burundaise (APFB)
- Association des jeunes unis volontaires (AJUVA)
- Le Réseau des Jeunes Vivants avec le VIH(RNJ+)
- Le Réseau des jeunes Africains pour les Droits de l'Homme(REJADH)
- Mouvement pour l'Action des jeunes de l'ABUBEF(MAJ)
- GUSA-BURUNDI
- ISHAKA 2250
- Association des Guides du Burundi
- Afrika Youth Movement in Burundi
- Association des Etudiants en Medecine

8° Institutions de recherche

- L'institution de santé publique (INSP)
- L'Institut de la statistique et des études économiques du Burundi (ISTEBU)
- L'Université du Burundi : Faculté de Médecine et Faculté des sciences Economique et de Gestion
- Université de Ngozi
- Université Lumière de Bujumbura
- Université des Grand-Lacs
- Université de Mwaro
- Université d'Amsterdam(WOTRO)
- Université de Makelele (WOTRO)

9°Le Conseil des Églises

- Le Conseil national des Églises protestantes
- La Communauté des Eglises Musulmanes du Burundi(COMIBU)
- L'Église catholique du Burundi / CARITAS
- Réseau des Confessions pour le Bien-Etre Intégral de la famille

10°Media en SSR

- RTNB
- Radio-télévision REMA
- Isanganiro Radio
- Radio Nderagakura
- CCIB FM+
- Buja FM
- Jimbere Magazine
- Yaga Burundi
- Burundi Eco
- Radio Izere
- Agence Burundaise de Presse ABP
- Radio Culture

2.2. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LES SECTEURS D'INTERVENTION

La classification des intervenants selon les secteurs d'intervention cible le secteur Santé, Éducation, Espaces jeunes, Institutions religieuses, les communautés et les ménages.

Secteur	Organisation/Intervenant	Observation/Commentaire
SANTE	<ul style="list-style-type: none"> - GIZ - Consortium de l'UE <ul style="list-style-type: none"> • OMS • OIM • Médecins sans vacance • Louvain coopération - Christian Aid avec ses aptrtenaires : <ul style="list-style-type: none"> • ABDDM • PAMUSAB • CRB • IADH • SWAA • SERUKA • MENYEZI MENYA • NTURENGAHO • DUSHIREHAMWE • Eglise anglicane/RCBIF • ABUBEF • COPED • IADH - Chemonics - World Vision - Programme conjoint : UNFPA/PNSR - PSI - ABUBEF - Engender Health - Bibliothèque sans frontières (BSF) - Gouvernement du Burundi avec certains Ministères - Coopération Suisse, Croix rouge - Fonds Mondial, UNICEF 	<p>Toutes ces organisations interviennent dans le renforcement du système de santé dans certaines provinces du Burundi, avec un accent particulier mis sur les femmes et les jeunes adolescentes.</p> <p>Elles assistent aussi les ménages vulnérables en matière de santé, nutrition ou sécurité alimentaire, cohésion sociale et cohabitation pacifique</p>
EDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> - Programme conjoint (le monde commence par moi) : CARE/Rutgers - Bibliothèque Sans Frontière (BSF) - Jimbere avec l'UNICEF - GIZ - World Vision - Christian Aid 	<p>Des connaissances pratiques sur la SDSR sont développées pour les jeunes de différentes écoles, à travers les plateformes numériques, à travers les</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement du Burundi à travers certaines universités - ABUBEF - CIRGL/RTF, NUFFIC, Maastricht University - TWUBAKE 	<p>magazines et les pairs éducateurs sont formés.</p> <p>Dans les universités, les notions de SSRAJ ont été intégrées dans les programmes académiques des facultés qui forment les enseignants.</p>
ESPACES JEUNES	<ul style="list-style-type: none"> - Bibliothèques Sans Frontières (BSF) - CEBULAC - CARE 	<p>Dans ces espaces pour le jeunesse, les intervenants font la sensibilisation sur la SDR pour les adolescents et jeunes, notamment dans les Centres Jeunes de certaines provinces et dans les espaces aménagés dans les camps des réfugiés</p>
INSTITUTIONS RELIGIEUSES	<ul style="list-style-type: none"> - GIZ - HTPO - World Vision - Christian Aid - Musulmans pour les Valeurs Progressives (MVP) - Tear Fund 	<p>Intervention auprès des leaders religieux par des dépliants.</p> <p>Certaines églises sont engagées en matière de SDR, où les clubs des jeunes sont encadrés.</p>
LES GROUPEMENTS COMMUNAUTAIRES	<ul style="list-style-type: none"> - Programme Conjoint (Cordaid/UNICEF, SASA, CARE) - HTPO - UNWOMEN - SERUKA - Christian Aid - AUXFIN - World Vision 	<p>L'intervention porte sur le développement des compétences de vie et autonomisation socio-économiques des jeunes à travers les VSLAs.</p> <p>Il y a aussi l'encadrement des jeunes et des femmes sur la SDR et la sociothérapie dans certaines provinces du Burundi.</p>
LES MENAGES	<ul style="list-style-type: none"> - IFDC - Diverses ONG Belges - CRB 	<p>Accompagnement des familles d'agriculteurs</p>

2.3. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LE TYPE D'INTERVENTION

Les interventions que réalisent les différents intervenants se classent en plusieurs catégories : Fourniture et distribution de matériel, plaidoyer, communication de masse, suivi -évaluation et apprentissage.

Type d'intervention	Organisation/intervenant	Observation
FOURNITURE ET DISTRIBUTION	<ul style="list-style-type: none"> - SACODE - African Women in Action - Seka Nawe Pads - Chemonics - PSI - CAMEBU/UNFPA/PNSR/I+Solutions - UNDP/Global Fund - Christian Aid - Care - ABUBEF - Healthy Entrepreneur 	<p>Les interventions consistent en distribution des serviettes hygiéniques, préservatifs masculins et féminins, des produits antipaludiques et contraceptifs dans certaines provinces. Il y a aussi des ventes à domicile des produits de santé.</p>
PLAIDOYER	<ul style="list-style-type: none"> - UNFPA - UNICEF - Programme conjoint partners - ABUBEF - PSI - Action Aid - Christian Aid 	<p>Il s'agit du plaidoyer en matière de SDR au niveau politique et stratégique, surtout sur l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes, droits des femmes, justice sociale et lutte contre les violences basées sur le genre. Ce plaidoyer se fait au niveau du parlement (commission sanitaire et sociale).</p> <p>Ces organisations interviennent aussi au niveau des Réseaux des Églises pour défendre la SDR et pour intégrer la planification familiale dans l'agenda des Églises.</p>
COMMUNICATION DE MASSE	<ul style="list-style-type: none"> - PSI - PMC - TWUBAKE - YAGA - JIMBERE - RLB 	<p>Des informations et débats hebdomadaires, visant les jeunes en matière de SDR passent sur les radios, dans les journaux dans les réseaux sociaux et à travers les groupes des artistes.</p> <p>Des discussions au sein des groupes WhatsApp sont menées et on atteint aussi les communautés rurales. Des événements de coaching sur la SDR sont</p>

		organisés sur les lieux de travail et dans les universités.
SUIVI, EVALUATION ET APPRENTISSAGE	<ul style="list-style-type: none"> - UNFPA/UNICEF - Share-Net - RNW/YAGA « Urukundo »/JIMBERE/Twubake - EMB et partenaires - Programme conjoint et partenaires - PSI 	Le suivi-évaluation se fait dans le cadre général de la santé avec la collaboration de l'ISTEEBU, dans le cadre d'éclairer la politique/planification et le plaidoyer.



III. RECOMMANDATIONS DES INTERVENANTS EN SDSR AU BURUNDI

Les recommandations ont été récoltées lors d'une discussion de groupe en date du 18 décembre 2020 avec les délégués de 6 organisations partenaires de SNB. Il s'agit d'ARFH-Burundi, Diaconia Burundi, NTURENGAHO, IPROSARUDE, ABS, COMIBU, ISHAKA 2250 et GUSA-BURUNDI.

Les participants ont été choisis parmi d'autres organisations partenaires de SNB. Le choix de ces organisations a été fait par tirage au sort.

L'objectif général de cette discussion de groupe était de permettre aux partenaires de s'exprimer sur l'état des connaissances sur la SDSR des adolescents et jeunes au Burundi, l'identification des domaines nécessitant un renforcement des connaissances et la procédure pour y arriver, l'identification de ce qu'il faut pour influencer les politiques et les programmes en matière de partage de l'information sur la SDSR, les parties prenantes dans la production et le partage de l'information sur la SDSR, l'identification du public cible sans oublier ce qu'il faut pour que les intervenants en matière de SDSR travaillent en synergie / réseau.

3.1. ÉTAT DES CONNAISSANCES SUR LA SDSRAJ ET SOURCE D'INFORMATIONS

Les adolescents et jeunes au Burundi sont confrontés à beaucoup de défis en matière de SDSR qui font qu'ils ne bénéficient pas pleinement de leurs droits. On constate des cas de violations des droits tels que les violences sexuelles, les mariages forcés, le faible accès à l'information en grande partie lié aux barrières socioculturelles, religieuses et légales.

Certaines organisations trouvent que les jeunes et les adolescents n'ont pas où ils peuvent trouver des informations nécessaires sur la SDSR. Les centres de santé ami des jeunes, qui étaient censés fournir des informations à l'endroit de ces jeunes ne favorisent pas la fréquentation libre par les adolescents et jeunes. Les espaces ne sont pas assez conviviaux et assez confidentiels pour que les adolescents et jeunes se sentent à l'aise. En effet, le même espace sert pour les adolescents et jeunes et en même temps pour les parents ou leurs parentés plus âgées. De ce fait, les jeunes ne peuvent pas s'exprimer librement dans ces lieux.

Le partage des connaissances sur la SDSR reste un défi majeur au Burundi. Certaines organisations signalent des défis à relever. En effet, les gens considèrent la SDSR comme un tabou. Pour certains parents, partager des informations y relatives à leurs enfants peut être considéré comme une violation des normes sociales burundaises.

Un autre défi est le manque d'appropriation institutionnelle du domaine de la SDSR. Cela fait que certains burundais considèrent la SDSR comme un thème étranger, un moyen que les ONG ont trouvé pour drainer des fonds, quitte à violer les mœurs et la culture burundaise.

Le dialogue parents-enfants est aussi lacunaire. Les adolescents et jeunes cherchent alors à se ressourcer ailleurs, entre pairs, à travers les réseaux sociaux, donc en dehors de leur famille. Par

ailleurs, les jeunes et les adolescents qui fréquentent des CDS pour une bonne information sont stigmatisés, pointés du doigt, ce qui limite la fréquentation de ces sources d'informations sûres. De par cette situation, les adolescents et jeunes sont mal informés ou sous-informés sur la SDR, surtout à l'intérieur du pays dans les campagnes.

Un bon aménagement de ces espaces pour jeunes contribuerait à améliorer l'accès à l'information pour les adolescents et jeunes

En réalité, il est difficile d'évaluer objectivement les connaissances des adolescents et jeunes en matière de SDR compte tenu de l'absence des données issues des études d'ampleur nationale spécifiques aux connaissances en SDSRAJ. De ce fait il faut intensifier les recherches.

3.2. DOMAINES QUI ONT BESOIN DE RENFORCEMENT DE CONNAISSANCES

Certains sujets SDSRAJ n'ont pas encore reçu assez d'attention. Il s'agit des droits en santé sexuelle et reproductive qui sont mal connus y compris même par la plupart des intervenants, l'éducation sexuelle complète, l'avortement, la gestion de l'hygiène menstruelle. Ce sont des sujets qui sont considérés comme délicats dans le contexte burundais et les intervenants ont tendance à laisser ces thématiques de côté pour ne pas générer des polémiques.

Il y a aussi certains domaines qui sont à renforcer. Il s'agit du domaine de la communication parents-enfants. Certains parents ne sont pas bien outillés pour informer leurs enfants. Dès lors, ils devraient bénéficier des séances de formation afin qu'ils soient outillés sur le contenu de la SDR, mais aussi pour qu'ils apprennent des approches à utiliser pour discuter aisément avec leurs enfants sur certains sujets relatifs à la SDR. C'est à partir de ces opportunités que les parents sauront satisfaire la curiosité de leurs adolescents et jeunes en matière de SDR.

L'autre domaine à renforcer est relatif aux enseignements à donner aux confessions religieuses. Les religieux sont souvent mal informés sur les thématiques de la SDR qu'ils considèrent comme un dépassement des normes socio-culturelles. Comme les leaders religieux sont beaucoup écoutés par les communautés qui leur font confiance, il faut que ces leaders soient capables de donner la bonne information.

La communication enseignant-élèves reste aussi un bon canal pour la transmission des connaissances relatives à la SDR. A cet effet, il faudra bien rappeler la méthodologie de communication entre ces interlocuteurs, surtout quand il s'agit des questions qui sèment l'équivoque. Pour ISHAKA, il faut communiquer aux enseignants comment ils doivent parler aux enfants sur les thèmes inhabituels. Dans ce cas, il faut la bonne compréhension des concepts relevant de la SDR. C'est donc important de former d'abord les enseignants, en formation initiale ou en formation continue.

Aussi, certaines catégories de la population jeune sont oubliées dans le partage de l'information. Il s'agit des travailleurs domestiques, des filles et des garçons parfois mineurs, qui travaillent dans les maisons des gens et qui n'ont pas d'occasions de bénéficier des informations sur la SDR.

Enfin, une autre catégorie qui devrait attirer l'attention, ce sont les décideurs politiques. La sensibilisation des hommes politiques est à renforcer, par le plaidoyer auprès des personnes qui sont

placées dans des postes de décisions. Certaines limites sont inhérentes à l'incompréhension qu'ont les décideurs. A titre d'exemple, dans le secteur de l'éducation, il a été interdit de parler aux jeunes élèves de préservatif.

Concernant les modalités d'amélioration des connaissances en SDSR, les intervenants recommandent de rendre disponibles les programmes aussi bien pour les parents que pour les enseignants et les traduire dans toutes les langues qui se parlent au Burundi. Ensuite, il faut améliorer les canaux de communications et enfin, renforcer les liens avec les décideurs.

3.3. RECOMMANDATIONS SUR LE PARTAGE DE L'INFORMATION

Les représentants des organisations qui ont participé à la discussion de groupe ont recommandé un travail en réseau pour bien faire le cadrage des messages et le langage utilisé dans les produits destinés au public cible. . Aussi il faut une bonne planification se référant sur les vrais défis et en faire une évaluation progressive. Cette évaluation permettrait de constater - pour des plans de plaidoyer - leurs forces et faiblesses ainsi que des obstacles rencontrés. Pour la bonne orientation des politiques et des programmes en matière de partage de l'information sur la SDSRAJ, il faut aussi une grande mobilisation des fonds, surtout de la part du Gouvernement, sans devoir recourir tout le temps à des aides de l'étranger.

En matière du partage de l'information sur la SDSR, les parties prenantes sont entre autres les jeunes, les parents, les enseignants, les décideurs politiques, l'administration, les ONG, les confessions religieuses, les structures sanitaires ainsi que les médias. Mais il faut élargir et toucher toute la population, car tout le monde est concerné par la SDSR. Des activités de renforcement des capacités des différents acteurs sont nécessaires pour combler le gap.

Chaque partie prenante doit avoir un rôle à jouer pour la réussite de ce programme de partage de l'information sur SDSR et il faudrait des recherches à ce niveau pour avoir des informations viables. Le partage des connaissances et ressources d'information disponibles tels que les résultats des recherches s'avère primordial. A ce niveau, les universités sont interpellées à contribuer à la recherche. Il faut aussi généraliser le partage des bonnes pratiques issues des différentes interventions.

Même s'il faut élargir ce programme à toute la population, il y a des cibles à prioriser. Il s'agit des jeunes adolescents qui, souvent, subissent les conséquences causées par le manque d'information fiable. Aussi des personnes en situation de handicap sont aussi à considérer. En bref, il faut être inclusif et s'assurer de la diversité.

Ces activités prioritaires pour ces cibles sont entre autres la sensibilisation pour l'éveil des communautés, renforcement du dialogue entre parents-enfants, entre enseignant-élèves.

Pour améliorer l'audience chez les jeunes et adolescents d'une part et chez les décideurs d'autre part, il faudrait d'abord mener des recherches sur l'état des lieux de la SDSR chez les adolescents et jeunes (sur les grossesses non désirées par exemple), faire des recommandations à partir de ces études et

présenter ces résultats aux décideurs politiques, à l'administration locale et aux adolescents et jeunes eux-mêmes.

Pour que les jeunes soient accrochés, il faut soigner le canal de communication : les théâtres, jeux-vidéo, implication des stars dans les thèmes relatifs à la SDSR, en l'occurrence, les sportifs, les chanteurs, les joueurs, pourraient drainer plus de monde.

3.4. RECOMMANDATIONS A SNB ET SNI

Les grandes recommandations concernent surtout l'encouragement et la promotion du travail en synergie pour les organisations qui œuvrent sur la thématique de SDSR. Share-net devrait faire en sorte que les organisations partenaires construisent un réseau autour du noyau qui serait Share-net, en organisant des activités d'ensemble.

Par exemple, pour les subventions accordées chaque année par SNI, les organisations intéressées pourraient se mettre ensemble autour d'une seule et même thématique afin d'avoir beaucoup de forces et ainsi postuler ensemble. De ce fait les jeunes associations pourraient être enrôlées et entraînées par les organisations expérimentées. Cela aiderait aussi les organisations à avoir plus de visibilité.

Pour que les intervenants en matière de SDSRAJ travaillent en synergie / réseau, les participants à l'enquête encouragent la création des communautés de pratique (CDP), le renforcement de la coordination, formations des membres des CDP, la restitution des informations ainsi que le soutien de tout le réseau au point de vue logistique.

Les participants à la recherche ont recommandé à SNI et SNI le soutien aux jeunes organisations et le financement des activités des jeunes, la réflexion sur le financement des projets à long terme (10 ans et plus), la réflexion sur les projets de chaque pays, la collaboration plus accrue avec les gouvernements, s'assurer de la prise en compte de toutes les parties prenantes et cultiver la redevabilité, envisager des rencontres avec les membres d'autres pays, renforcer l'expertise des membres de Share-net et penser à l'autonomie de chaque Share Net national.

IV. ETUDE DE CAS D'UNE ORGANISATION OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SDSR

4.1. PRESENTATION DE SACODE

SACODE est une ONG locale fondée depuis 2011. Cette organisation avait comme premier objectif de renforcer les capacités des femmes et des jeunes, en général et des femmes célibataires, en particulier. Le problème qui se posait à cette époque était qu'elles ne savaient pas contrôler les naissances et rencontraient beaucoup de maladies, sans oublier les risques de perdre non seulement leurs nouveau-nés, mais aussi leur vie.

Cette organisation a d'abord organisé des formations à leur endroit en rapport avec des activités génératrices de revenus, entre autres les activités de nettoyage, dans l'optique de les former ensuite sur la SSR. L'objectif visé était le changement de comportement. Le premier bailleur (Segal family foundation) a mis en incubation SACODE avec une autre organisation dénommée « YEZU MWIZA » pour apprendre comment élaborer un projet, mettre en place un bon système financier et comment mettre en place un bon système de l'évaluation. Le deuxième bailleur de SACODE e a été GIZ, qui appuyait un projet sur la SSR.

Puis SACODE a fait un autre projet d'éducation des jeunes sur base des SMS via la plateforme des messages. Avec cette technique, un message peut être envoyé à plus de 1000 bénéficiaires d'un seul coup et on a la possibilité de répondre aux questions qui viennent après le message. Donc le traitement est spécifique. Avec l'appui de GIZ, SACODE a pu faire des descentes sur terrain dans les écoles à internat. CARE est aussi le partenaire privilégié de SACODE dans des projets de gestion de l'hygiène menstruelle où on enseigne aux jeunes filles la gestion du cycle mensuelle et la santé menstruelle.

4.2. ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DE SSRAJ

SACODE a un projet d'éducation sur la SDSR dénommé « HINDUKA UHINDURE ABANDI » qui a pour cible les jeunes et les femmes. Dans ce projet, plusieurs approches sont utilisées entre autres : approche SMS, vidéos, les dépliants et les clubs de santé où sont impliqués « les tantes et les oncles » scolaires qui sont des encadreurs de jeunes dans les écoles. Il y a aussi un autre projet dans les communautés à travers les associations villageoises d'épargne de crédit (VSLAs), où on forme la population à faire l'épargne et comment s'organiser. Après avoir réussi à les organiser en associations, on organise à leur endroit des formations sur la SDSR, les MST, les méthodes contraceptives, le lutte

contre les violences sexuelles, la santé sexuelle et l'hygiène menstruelle. SACODE dispose d'un centre de santé qui organise des formations sur les méthodes contraceptives à GATUMBA.

Au sein de SACODE, il y a un autre projet dénommé AGATEKA. La principale activité de ce projet est la fabrication des serviettes hygiéniques à distribuer dans les écoles pour filles. La zone d'intervention est faite, actuellement, de certaines provinces du Burundi : Bujumbura, Gitega, Ngozi, Karusi et Kirundo.

4.3. LES MEILLEURES PRATIQUES DANS LE DOMAINE DE SDSRAJ

Dans les meilleures pratiques de SACODE en rapport avec la SDSRAJ, concernant :

- La sensibilisation sur le thème de la SDSRAJ. Les jeunes s'ouvrent au dialogue, grâce aux approches innovantes utilisés par SACODE. Par exemple, actuellement, les jeunes et les femmes peuvent discuter sur la santé menstruelle alors que cela n'était pas possible avant. Maintenant, le tabou est levé et les jeunes et les parents peuvent échanger sur SDSR ;
- Suite à la sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle, certains interdits pour les filles et femmes en période menstruelles n'existent plus ; certaines malédictions qui étaient rapportées aux filles/ femmes en période menstruelles disparaissent progressivement ; L'estime de soi des filles/femmes se trouvant dans cette période n'est plus miné ;
- Grâce à la distribution des serviettes réutilisables « Agateka », les filles et les femmes n'ont plus de difficulté dans leurs périodes menstruelles ; Les élèves filles ne s'absentent plus à l'école pour cause de menstruations. Et leurs résultats scolaires d'améliorent.
- Les serviettes hygiéniques sont distribuées et contribuent effectivement ;
- Création des bureaux dans les institutions religieuses ;
- SACODE compte aussi sur son actif la réduction des taux de grossesse en milieux scolaires dans les écoles où cette organisation travaille, les collaborations entre les époux et amélioration de la culture du dialogue dans la gestion des rapports sexuels entre mariés ainsi que la promotion du planning familial pour les couples.
- SACODE a aussi fait la création de l'emploi pour les jeunes volontaires.

4.4. RECOMMANDATIONS DE SACODE POUR AMELIORER LA SDSRAJ AU BURUNDI

- Communication entre enfants-enseignants et parents -enfants sur la SDSR;
- Impliquer les parents dans toutes les activités de SDSR concernant les adolescents et jeunes ;
- Former les hauts cadres du pays et multiplier les formations autres ;
- Renforcer les réseaux, renforcer les modalités de collaboration entre organisation à différents niveaux ;
- Élaborer des projets pour former les travailleurs des réseaux des centres jeunes sur la déontologie et le secret professionnel ;
- Tenir des réunions pour informer les parents et les éducateurs en vue de leur parler du fonctionnement des centres jeunes ;
- Au gouvernement de détaxer les serviettes hygiéniques

A Share-net, SACODE recommande de travailler sur sa visibilité, d'appuyer le fonctionnement des réseaux pour que le partage de l'information soit facilité.

4.5. LES FORCES, LES FAIBLESSES, LES OPPORTUNITES ET LES MENACES DE SACODE

Forces	Faiblesses
<p style="text-align: center;">➤ Une organisation innovante :</p> <p>Le projet d'Education sur la Santé Sexuelle et Reproductive et Sensibilisation sur la lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles et le VIH SIDA en milieu scolaire par SMS a rencontré beaucoup de succès en milieu scolaire.</p> <p>Un projet de sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la disponibilité du matériel à utiliser pendant la période menstruelle. Le projet a débuté en 2014 et a eu des résultats tangibles.</p> <p>La SaCoDe a aussi un partenariat fiable avec les écoles qui bénéficient du projet d'Education sur la Santé Sexuelle et Reproductive et sensibilisation sur la lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles et le VIH SIDA en milieu scolaire.</p> <p>SaCoDe possède des centres d'encadrement et suivi des jeunes et des femmes en SSR et entrepreneuriat.</p> <p style="text-align: center;">➤ Les ressources humaines</p> <p>SaCoDe dispose d'une équipe pluridisciplinaire autour de la Directrice Exécutive ayant l'expérience en mobilisation de fonds. Les employés de SaCoDe ont des compétences variées. Ils sont aussi dévoués et expérimentés. Les employés ont aussi de l'expérience en gestion technique et financière des projets.</p> <p style="text-align: center;">➤ Les ressources matérielles</p> <p>SaCoDe a un bureau avec équipements de bureaux standards, salle de réunion équipée, ordinateurs, photocopieuses, rétroprojecteur, mobilier, machines à coudre etc.</p> <p style="text-align: center;">➤ Les ressources financières</p> <p>SaCoDe a 6</p>	<p style="text-align: center;">➤ Limite des ressources</p> <p>SaCoDe reste dépendante des ressources extérieures pour la réalisation de ses objectifs. Elle ne pourrait satisfaire les besoins des groupes cibles qu'en faisant recours aux interventions des partenaires externes.</p> <p style="text-align: center;">➤ Absence d'une infrastructure propre à SaCoDe</p> <p>SaCoDe loue un bureau situé dans un emplacement visible qui coûte cher. Il est impératif qu'elle cherche à se loger dans son propre bâtiment. Cela permettra d'économiser l'argent dépensé en charges locatives. Ces montants de charges toujours croissantes pourraient être orientés dans d'autres activités en rapport avec sa mission.</p> <p style="text-align: center;">➤ Insuffisance des équipements</p> <p>Les outils de travail ou d'équipements restent insuffisants pour la gestion d'une diversité des projets.</p>

Projets financés par les bailleurs Care international, Pangea, ZOA, KIT, Segal Family Foundation, Jonhson and Jonhson, La Fondation Roi Beaudouin, Grand Challenges Canada, Gould Foundation, ect...

L'organisation essaie de s'autofinancer à travers la vente de la serviette Agateka et le restaurant mis en place pour générer des revenus.

➤ **La confiance acquise auprès des partenaires locaux et internationaux**

SaCoDe a bénéficié des financements en provenance de différents partenaires locaux et internationaux. C'est un signe éloquent qui témoigne la confiance que les partenaires placent en elle.

➤ **La communication interne et externe**

Au niveau de la communication interne, il y a lieu de souligner positivement les réunions hebdomadaires de planification. Ces réunions mettent à contribution l'appropriation des projets et le professionnalisme des employés.

Au niveau de la communication externe, l'utilisation du site web, des différents réseaux sociaux (face book, tweeter, Instagram, YouTube , des dépliants et magazines contribuent à la visibilité de l'organisation.

Au niveau de la communication interne, il y a lieu de souligner positivement les réunions hebdomadaires de planification. Ces réunions mettent à contribution l'appropriation des projets et le professionnalisme des employés.

Au niveau de la communication externe, l'utilisation du site web, des dépliants et magazines contribuent à la visibilité de l'organisation.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ SaCoDé a signé un mémorandum d’entente avec le Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le SIDA. Pour ce faire elle travaille dans le cadre du plan d’action défini par le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA. SaCoDé soumet son plan d’action au Ministère pour appréciation et fournit les rapports d’activités aux périodes convenues dans le mémorandum ; ✓ Le Ministère de tutelle s’est engagé de faciliter les activités de SaCoDe, en l’associant dans ses programmes de santé définis dans la politique sectorielle et dans les différents plans d’actions visant l’amélioration de la qualité de la santé ; ✓ L’engagement du Ministère de la Santé Publique en matière de promotion de l’hygiène et assainissement, de l’éducation sexuelle et reproductive encourage SaCoDe dans ses efforts d’atteindre ses objectifs ; ✓ La volonté des organisations internationales dans le financement et l’accompagnement technique des activités est un signal fort pour SaCoDe ; ✓ L’existence des programmes de santé dans les écoles et dans les médias facilite la tâche de SaCoDe ; ✓ Existence des animateurs communautaires (Abaremeshakiyago, Abunganirunganwe) qui sont les relais communautaires pour la sensibilisation et la transmission des messages ; ✓ Les interventions de SaCoDe répondent aux besoins sociaux réels des bénéficiaires. Ainsi la plupart des bailleurs vont appuyer ses projets en faveur des groupes vulnérables qui sont les jeunes et les femmes ; ✓ Les programmes d’éducation et de santé occupent une place de choix dans les plans 	<p>Au niveau de l’environnement économique, SaCoDe fait face aux principales menaces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La pauvreté des groupes cibles : le pouvoir d’achat des burundais continue à baisser. Le cout des produits de première nécessité grimpe sur le marché. Ainsi les populations vulnérables qui sont les cibles de SaCoDe en l’occurrence les femmes et les jeunes filles éprouvent des difficultés pour acheter les produits ; ✓ La dépendance de SaCoDe aux bailleurs : S’il advenait que SaCoDe ne trouve pas les bailleurs pour acheter « Agateka » pour les jeunes filles scolarisées, il sera difficile d’atteindre les objectifs fixés ; ✓ Le cout de matière première qui est exorbitant, ce qui provoque régulièrement des ruptures du stock des produits SaCoDe ✓ Les activités de SaCoDe sont réalisées autour des mythes par rapport à certaines thématiques ou les sujets sont tabous. Il nécessite beaucoup de moyens pour sensibiliser les populations jeunes, les parents et les éducateurs ; ✓ Le niveau de formation des groupes cibles est faible, ce qui ne facilitent pas la compréhension rapide des messages ou de les déceler des faux messages ; ✓ Les normes sociales et l’inégalité des genres posent des problèmes et constituent des barrières à l’épanouissement des femmes et des jeunes. <p style="text-align: center;">Les obstacles liés à la différence de genre.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les femmes et les jeunes filles sont confrontées à des obstacles liés à la différence des genres. Des violences basées sur le genre peuvent même entraver le démarrage et/ou la croissance de leurs activités économiques. Elles font face à la surcharge des travaux ménagers.

stratégiques et sectoriels du Gouvernement. Les programmes de SaCoDe sont soutenus par les communautés en général mais aussi par les parents et les éducateurs en milieu scolaire en particulier ;

- ✓ SaCoDe s'inscrit dans la promotion de l'égalité des genres. Dans le but de faciliter l'accès des femmes aux revenus décents et de promouvoir les droits des femmes en général.
- ✓ SaCoDe se joint à la communauté internationale qui se mobilise chaque année pour en finir avec la discrimination de toute forme envers les femmes et toutes les formes de violences basées sur le genre. Les droits à l'autonomisation financière de la femme occupent une place de choix dans plusieurs organisations.

Des pratiques sociales et culturelles discriminatoires ne leur permettent pas de jouir pleinement de leurs droits ;

- ✓ Bien que présentes partout, les femmes et les jeunes sont néanmoins quantitativement sous-représentés dans les instances de prise de décision ;

✓ **Les attitudes sociétales et les croyances**

Les attitudes sociétales, les croyances et plusieurs types d'obstacles systémiques empêchent en particulier certaines femmes d'entreprendre et de prospérer. Cette situation limite leur capacité à gagner un revenu pour elles-mêmes et leurs familles, mais restreint également leur vrai potentiel à contribuer au développement socioéconomique et à la création d'emplois.

Pour ce faire, chaque année SaCoDe se joint à la communauté locale et internationale pour mener la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.

✓ **Multiplés responsabilités de la femme au sein du ménage**

En l'absence de changements culturels ou de mise en place des structures d'appui destinées à alléger le travail de la femme, les nombreuses responsabilités de la femme burundaise et les conflits qu'elles induisent sur le plan du développement personnel, professionnel et social bloquent la femme dans son développement intégral.



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette recherche a été effectuée dans le cadre de la préparation de la Conférence de Co-Création (CCC) de Share-net International. Une revue documentaire pour recenser les intervenant en SDSR a été effectuée et ce sont les intervenants qui ont été classés par niveau d'intervention, par secteur d'intervention et par types d'interventions. Les organisations qui oeuvrent pour les adolescents et jeunes et qui sont gérées par les jeunes eux-même ont été mises en évidence. Les recommandations des différentes organisations ont été recueillies, de la disponibilisation des programmes aussi bien pour les parents que pour les enseignants et leur traduction dans toutes les langues qui se parlent au Burundi, de l'amélioration des canaux de communications notamment en les rendant plus attrayants pour les jeunes. Il faut aussi renforcer les liens avec les décideurs et faire le plaidoyer au plus haut niveau.

Pour que les intervenants en matière de SDSRAJ travaillent en synergie, il faudrait la création des communautés de pratique (CDP), le renforcement de la coordination, formations des membres des CDP, la restitution des informations ainsi que le soutien de tout le réseau au point de vue logistique.

Références bibliographiques

Engel, D.M.C. et al. (2019) A package of Sexual and Reproductive Health and Rights Interventions_What does It mean Adolescents ? Journal of Adolescent Health, 65 (6), S 41-S50.

UNFPA BURUNDI.(2013). Etude des grossesses en milieu scolaire au Burundi.





ANNEXE : *La carte du Burundi*

